

James et des ententes possibles entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial, est-ce que l'honorable ministre peut faire connaître à la Chambre la teneur des pourparlers qu'il a eus avec M. Bourassa? S'il y a eu des ententes entre les deux gouvernements, peut-il nous les faire connaître?

**L'hon. Jean Chrétien (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien):** Monsieur le président, nous avons eu une excellente réunion avec le premier ministre de la province de Québec, et nous sommes convenus de continuer à explorer des moyens de solutionner le problème. Seulement, nous ne sommes pas en mesure de faire une proposition concrète à ce moment-ci, car il faudra d'abord en discuter avec les Indiens de la province de Québec, et je pense qu'il s'écoulera encore plusieurs semaines, et même plusieurs mois, avant que nous n'ayons des propositions concrètes à annoncer.

\* \* \*

### LES AFFAIRES URBAINES

#### LA CONFÉRENCE TRIPARTITE—LA RÉPERCUSSION DU CHOIX PAR LE GOUVERNEMENT QUÉBÉCOIS DES DÉLÉGUÉS MUNICIPAUX

[Traduction]

**M. S. Perry Ryan (Spadina):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre d'État chargé des Affaires urbaines. Comme le premier ministre Bourassa a décidé que c'est son gouvernement qui choisirait les deux délégués municipaux du Québec à la conférence urbaine à laquelle participeront les trois paliers de gouvernement, et que le but de la conférence s'en trouvera ainsi modifié, le ministre serait-il disposé à déclarer maintenant que les consultations s'en trouveront réduites à deux paliers?

**L'hon. Ron Basford (ministre d'État chargé des Affaires urbaines):** Monsieur l'Orateur, la façon de choisir les représentants municipaux était exposée dans le rapport auquel, sauf erreur, la province de Québec a souscrit.

**M. Ryan:** Monsieur l'Orateur, le ministre est-il sûr que les délégués choisis par la province de Québec agiront...

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Évidemment, la question est irrecevable.

**M. Ryan:** Puis-je la poser d'une autre façon?

**M. l'Orateur:** Le député voudrait-il reprendre son siège? Il invite le ministre à indiquer s'il est sûr, satisfait, content ou heureux de quelque chose: par conséquent, la question n'est pas réglementaire. Une question doit être posée directement.

**M. Ryan:** On a rapporté que ces délégués n'agiront, selon M. Bourassa, qu'à titre de conseillers auprès du gouvernement du Québec à la conférence. Cela est-il conforme aux principes directeurs dont le ministre vient d'informer la Chambre?

**L'hon. M. Basford:** Monsieur l'Orateur, je pense qu'il devait y avoir consultation entre la province de Québec et les municipalités intéressées. Je suis convaincu que la conférence sera couronnée de succès.

[M. La Salle.]

### LA CONSOMMATION

#### LE PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES ET LES BÉNÉFICES DES SUPERMARCHÉS—LA QUESTION D'UN COMITÉ D'ENQUÊTE

**M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Consommation et des Corporations. Étant donné que le prix des produits alimentaires a augmenté de 7½ p. 100 d'avril 1971 à avril 1972 et que, simultanément, les bénéfices des firmes de produits alimentaires, telles que Dominion Stores, ont augmenté de 30 p. 100 et ceux de Weston de près de 50 p. 100...

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Le député amorce un discours. Le but de la période des questions est de permettre aux députés d'obtenir des renseignements et non d'en communiquer à la Chambre. Le député devrait poser sa question.

**M. Nystrom:** Étant donné ces deux faits, le ministre saisira-t-il de cette importante question un comité spécial de la Chambre en vue d'une enquête?

**L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Consommation et des Corporations):** Monsieur l'Orateur, je ne serais pas habilité à le faire. J'informe le député que cette même question m'a été posée précédemment par deux membres de son groupe et que ma position n'a pas changé depuis.

**M. Nystrom:** Monsieur l'Orateur, le ministre fera-t-il une déclaration à l'appel des motions, dans le courant de la semaine, pour nous faire part des mesures qu'il a prises relativement à cette question importante?

**L'hon. M. Andras:** Monsieur l'Orateur, je renvoie le député à ma réponse clairement imprimée au hansard.

\* \* \*

### L'AGRICULTURE

#### LES ŒUFS—LA SITUATION FINANCIÈRE DES AVICULTEURS ONTARIENS—LES VUES DU GOUVERNEMENT

**M. Murray McBride (Lanark-Renfrew-Carleton):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Vu les difficultés qui ne cessent d'affliger la production d'œufs, et la situation financière tout à fait précaire des producteurs, notamment ceux de l'Ontario, peut-il nous dire s'il lui sera possible de faire bientôt une déclaration à la Chambre sur les perspectives qui se dessinent pour les producteurs d'œufs de l'Ontario?

**L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture):** Monsieur l'Orateur, les pourparlers entre les associations des producteurs d'œufs du Canada ont occupé presque toute la fin de la semaine dernière à Ottawa. Un accord préliminaire a été conclu. Nos rencontres, qui ont débuté aujourd'hui, ainsi que les télécommunications avec les représentants provinciaux, y compris les ministres provinciaux, ouvriront la voie à une entente qui, nous l'espérons, sera signée vers la fin de la journée. Nous provoquerons, si nécessaire, une rencontre entre tous les ministres provinciaux car nous souhaitons résoudre cette question aussitôt que possible.